

« Le regard des Français sur la place des jeunes dans la société »
Une enquête Afev – Audirep – Fondation BNP Paribas



Commentaire de la sociologue Cécile Van de Velde

Cécile Van de Velde, maître de conférences en sociologie à l'EHESS – Centre Maurice Halbwachs et marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, commente les résultats de cette enquête 2013 réalisée par Audirep pour l'Afev. Parmi ses domaines d'études, les mobilisations sociales de jeunesse depuis la crise financière, la solitude en France au fil des âges de la vie, et une comparaison entre jeunes européennes axée sur le retour de la famille face à la crise.

Comment analysez-vous l'évolution de la perception des Français à l'égard de la jeunesse ?

73% d'entre eux déclarent avoir une image positive de la jeunesse en général, un chiffre qui varie peu d'une enquête sur l'autre (75% l'an dernier, 73% déjà en 2011) : il s'agit ici avant tout d'une stabilisation de l'image des jeunes, avec un chiffre assez élevé et donc encourageant. Quand ils parlent de la jeunesse, les Français en ont deux images en tête : la jeunesse étudiante, qui « souffre » et mérite donc qu'on la plaigne au nom de l'empathie, et la jeunesse des quartiers, d'autant plus stigmatisée que la première est louée. Ces deux images laissent de côté toute une série d'autres jeunes : jeunesse salariée, jeunes « décrocheurs », jeunes issus des quartiers qui étudient à l'université – des jeunes que la société et les décideurs peinent à percevoir, et donc à soutenir. Comme on fait, en France, du diplôme un passage obligé, un tropisme existe sur les étudiants, renforcé par les vagues de démocratisation scolaire. Quand François Hollande parlait dans son programme de l'allocation d'autonomie, par exemple, c'est à la jeunesse étudiante qu'il pensait en premier lieu. Les jeunes Français seraient soit des étudiants à temps plein, pris en charge par la famille, soit des chômeurs, des « galériens » - un clivage assez trompeur. Une jeunesse dans le système, qui en est victime, et une autre hors-système, qui fait d'autant plus peur qu'on ne la connaît qu'à travers le prisme médiatique.

Pour autant, l'image des jeunes issus des quartiers populaires semble s'améliorer avec le temps...

Oui, elle est passée de 39% d'opinions positives en 2011 à 46% aujourd'hui. Sept points, ce n'est pas rien. Mon hypothèse, c'est que la moindre focalisation médiatique sur les quartiers contribue en partie à cette évolution. Peut-être que la réflexivité des médias par rapport à eux-mêmes a joué un rôle, avec la meilleure valorisation du travail associatif, le changement d'image du rap par exemple... Cela dit, à l'approche des élections, les historiens américains ou européens ont toujours constaté que les bandes de jeunes étaient systématiquement désignées comme les « classes dangereuses » – on ne stigmatise pas toute une génération, mais une fraction de celle-ci. Vecteurs du changement, ils font peur aussi parce que l'avenir fait peur, et sont vécus comme une menace. Mais les résultats du sondage sont rassurants : alors qu'un peu plus d'un Français sur trois accordait du crédit à cette jeunesse il y a deux ans, ils sont désormais presque un sur deux à le faire...

Y a-t-il d'autres jeunes occultées par l'opinion publique ?

La jeunesse rurale, par exemple, soumise pourtant de plus en plus à des processus d'enfermement assez similaires à ceux que l'on a pu décrire concernant certains jeunes des quartiers. Parfois, il devient difficile de partir car le territoire est la seule ressource, alors même qu'il n'existe aucune possibilité d'emploi sur place. L'émergence de cette nouvelle inégalité des jeunes face à la mobilité est une donnée rarement prise en

compte. Une jeunesse urbaine, issue du cœur de ville, très ouverte à la mobilité, fait face à la jeunesse rurale, à certains pans de la jeunesse des quartiers, et jusqu'à certaines classes moyennes des banlieues, qui éprouvent de grandes difficultés à partir et restent longtemps chez leurs parents.

Quel est votre sentiment concernant les résultats portant sur les inégalités entre jeunes ?

En 2011, les Français semblaient résister à une forme de libéralisation de la société, et portaient une très forte revendication égalitaire : pour 84% d'entre eux, les jeunes n'avaient pas tous les mêmes chances de réussir socialement. Quand on sait que dans les sondages, en général, répondre « non » à une question constitue un acte plus engageant, plus volontaire que répondre « oui », ce chiffre était tout à fait remarquable. Pour un quart des Français (contre un sixième il y a deux ans), tous les jeunes disposent bel et bien des mêmes chances de réussir ! Si ce reflux reste tout de même léger, il n'en est pas moins révélateur d'une évolution des mentalités.

Y a-t-il des décalages générationnels quant à ces perceptions ?

Oui : les 15-24 ans sont 34% à considérer qu'ils disposent tous des mêmes chances de réussir socialement, un chiffre qui s'effondre à 18% chez les 35-49 ans. On relève aussi en Espagne ce sentiment de communauté de destin de la part des plus jeunes, mais sous une autre forme, puisqu'il s'agit là-bas de se sentir égaux face à une crise qui n'épargne personne. Alors que pour cet indicateur comme pour d'autres, la génération 35-49 ans (comme les CSP+ d'ailleurs, qui ne se sentent plus sécurisés dans leur parcours) semble se caractériser par son amertume, une forme de frustration et de désillusion qui transparaît à de multiples occasions – on l'aurait en quelque sorte trahie. Par opposition, la génération française âgée de moins de 25 ans semble encore y croire : croire en ses chances, en son avenir... Ils ont intériorisé qu'il y avait une crise, que les diplômés jouaient un rôle mais qu'il fallait diversifier leurs compétences, etc. Du coup, ils se montrent souvent plus optimistes que leurs aînés, soumis quant à eux à la « *déstabilisation des stables* » de Robert Castel, à un sentiment d'évoluer sur un escalier sans rampe et sans murs, duquel on peut tomber à n'importe quel moment.

Que dire du rôle des pouvoirs publics vis-à-vis des problématiques de jeunesse ?

Si les questions ne sont pas toujours tout à fait neutres, les réponses font écho à toute l'ambiguïté française face à la question des jeunes : une aide pour intégrer, oui, mais surtout pas pour assister – souvenez-vous des débats sur la baisse du RSA en-dessous de 25 ans. Ceux qui se méfient des aides publiques en direction des jeunes justifient leurs craintes par celle de l'assistanat. En France, il faut étudier, puis s'insérer - la protection sociale est toujours adossée à l'emploi. Cette conception ne prédomine ni dans les pays libéraux comme l'Angleterre, ni dans les sociaux-démocrates du Nord de l'Europe – nous sommes plus proches du modèle bismarckien allemand. Deuxième spécificité, liée à nos racines latines : il existe toujours traditionnellement une tension entre la famille et l'Etat. A ce titre, l'enquête montre tout de même une évolution : la demande d'aides plus directes, défamilialisées apparaît de manière très claire. 75% des Français estiment tout de même que les aides doivent parvenir directement aux jeunes, sans passer par la famille. Jusqu'ici, la pression des associations familiales sur les pouvoirs publics reste très forte, or ce changement progressif de paradigme crée un décalage croissant des politiques vis-à-vis de la demande sociale.

Des aides très égalitaires, également...

Oui, les mêmes aides pour tous les jeunes. La moitié des Français souhaite que le soutien soit attribué à tous les jeunes sans aucune condition particulière, contre un tiers désireux de prendre en compte leur situation familiale ou sociale. C'est un vœu républicain - et les CSP- sont parmi les plus volontaires sur ce point. Alors que toute l'Europe semble s'être libéralisée, la valeur égalité reste très forte en France : il faut pouvoir tout remettre à plat, en réduisant le poids de la famille dans les trajectoires. Cette demande d'uniformisation constitue l'un des enseignements les plus surprenants de cette étude. Actuellement, les politiques publiques françaises sont très hybrides, constituées d'un panachage d'influences différentes, prises de-ci de-là chez nos voisins puis adaptées « à notre sauce » : à terme, les aides en direction des jeunes sont souvent traitées au cas par cas, via des dossiers compliqués à remplir pour obtenir des sommes dérisoires.